

LES LOIS ANTITABAC FAVORISENT L'ÉCONOMIE ET NE PORTENT PAS PRÉJUDICE AUX RESTAURANTS ET AUX BARS

Les bénéfices des mesures antitabac seront encore plus grands sur le long terme. La réduction de la mortalité et de la morbidité en raison d'une exposition à la fumée secondaire limitée et liée aux impacts de ces mesures sur l'arrêt du tabac permettra aux pays de renforcer leur capital humain, créant ainsi de la croissance économique ."

-- SmokeFree Partnership, "*Lifting the Smokescreen: 10 Reasons for a Smoke Free Europe*," (Comment éliminer le rideau de fumer : 10 raisons pour une Europe sans fumée de tabac) Février 2006, p.50.

Le tabagisme passif coûte cher. Chaque année, la fumée secondaire cause la mort de milliers de personnes. Elle représente un poids financier pour les entreprises qui se répercute sous forme de cotisations sociales plus élevées pour les employés, de perte de productivité due aux arrêts maladies, de prime d'assurance plus élevée et de coûts d'entretien et de nettoyage plus importants.¹

Cependant, l'industrie du tabac et ses représentants affirment qu'une interdiction de fumer dans les lieux de travail et les lieux publics clos, y compris les pubs et les restaurants, aurait des conséquences catastrophiques sur le commerce et l'emploi. AUCUNE étude objective, indépendante et revue par les pairs ne vient étayer cette affirmation. À l'inverse, toutes les études d'impacts économiques officielles sur le commerce démontrent qu'il n'y a aucun effet économique, ou qu'il existe un effet positif suite à la mise en application de lois antitabac.² Le soutien en faveur de politiques antitabac ne cesse de croître, à l'instar du nombre de juridictions nationales et régionales qui continuent d'adopter des lois visant une interdiction de fumer.

Conclusion : L'air sans fumée est bon pour la santé, bon pour l'activité et bon pour l'économie.

Les politiques de lutte antitabac engendrent des bénéfices économiques conséquents

- Selon l'Organisation mondiale de la Santé, les politiques de lutte antitabac créent de nombreux bénéfices économiques et notamment :
 - ✓ une réduction des coûts médicaux directs liés au traitement de maladies imputables au tabagisme passif et une réduction des coûts d'assurance ;
 - ✓ une augmentation de la productivité parmi les personnes qui arrêtent de fumer (moins de temps passé en pause cigarette) et les personnes qui ne sont plus exposées au tabagisme passif (absentéisme pour arrêt maladie) ;
 - ✓ une réduction des coûts d'entretien des bâtiments ; et
 - ✓ une réduction de la responsabilité de l'employeur envers les employés exposés à la fumée secondaire sur leur lieu de travail.³
- L'administration américaine de la santé et de la sécurité au travail (OSHA) estime qu'un air sain augmente la productivité de 3 %.⁴

- À Taiwan, garantir un air sans fumée pourrait permettre d'économiser plus de 6,7 millions d'euros par an.⁵
- Dans son rapport annuel de 2003, le Directeur général britannique de la santé a déclaré qu'une loi d'interdiction totale de fumer pourrait permettre à l'économie de Grande Bretagne de générer un bénéfice allant jusqu'à 3,5 millions d'euros. Cela comprendrait jusqu'à :
 - ✓ 896 millions d'euros d'économie grâce à une main d'œuvre en bonne santé qui serait par conséquent plus productive.
 - ✓ environ 185 millions d'euros d'économie grâce à une réduction du nombre d'arrêts maladie ;
 - ✓ 568 millions d'euros d'économie car les pauses cigarettes engendrent une perte de productivité ; et
 - ✓ une économie d'environ 132 millions d'euros liée au fait de ne plus devoir nettoyer derrière les fumeurs.⁶
- Une étude récente de la Société américaine des actuaires estime que, chaque année aux États-Unis, l'exposition à la fumée secondaire se traduit par des coûts économiques directs et indirects (tels que l'incapacité, la perte de salaire et des avantages).se montant à plus de 6,7 milliards d'euros.⁷
- Si tous les lieux de travail américains étaient sans tabac, on estime à 188 millions d'euros l'économie qui serait réalisée chaque année en termes de coûts médicaux.⁸
- À Hong-Kong, le montant annuel des coûts médicaux directs, des traitements à long terme et de la perte de productivité imputables à une exposition au tabagisme passif est estimé à environ 105 millions d'euros.⁹

Les politiques de lutte antitabac ne portent pas préjudice aux restaurants, bars et pubs

- Une étude parue dans la revue *Tobacco Control* a examiné très attentivement toutes les études disponibles sur les conséquences économiques des lois antitabac dans les lieux de travail et a conclu que : Toutes les études les mieux conçues font état soit d'une absence de conséquences soit de conséquences positives sur les ventes et l'emploi des lois antitabac dans les restaurants et les bars. Ainsi le législateur peut agir afin de protéger les employés et les employeurs des toxines du tabagisme passif en sachant qu'il pourra réfuter les allégations de l'industrie du tabac quant à un impact négatif sur l'économie. »¹⁰
- Depuis la mise en application de lois antitabac en Irlande en 2004, les tendances de fréquentation des restaurants sont restées inchangées. De plus, 92 pourcent de la population a déclaré vouloir aller manger au restaurant davantage ou comme auparavant.¹¹
- En Norvège, les chiffres indiquant la fréquence de visite des clients dans les bars et les restaurants sont restés pratiquement identiques après l'interdiction de fumer, y compris chez les fumeurs.¹²
- En Écosse, un rapport, fondé sur les recettes fiscales et les données de l'emploi, concernant les conséquences sanitaires et économiques pour les secteurs de l'hôtellerie, des bars et des restaurants découlant des restrictions sur le droit de fumer « n'a pas pu identifier d'effet statistiquement significatif . »¹³

- Une enquête réalisée à la demande de *ASH UK (Action on Smoking and Health ; Action contre le tabac et pour la santé Royaume Uni)* a révélé que 20 % des non-fumeurs reconnaissent se rendre au pub plus souvent depuis l'interdiction de fumer.¹⁴
- Un rapport canadien démontre que la mise en œuvre en 2001 de lois visant une interdiction totale de fumer en Ontario n'a eu aucun impact négatif sur les ventes dans les bars et les restaurants.¹⁵
- Rank, un groupe spécialisé dans les jeux et qui possède 86 clubs en Angleterre, affirme que ses actions ont augmenté de 8,75 % depuis la mise en place de l'interdiction.¹⁶
- En juillet 2006, un rapport sur les conséquences sanitaires et économiques du « Clean Indoor Air Act » (CIAA, Loi pour un air intérieur sain) de New York a révélé que « la loi n'a pas eu d'impact financier néfaste sur les bars et les restaurant."¹⁷ Ce rapport a étudié les recettes fiscales sur les ventes entre 1999 et 2004 d'un groupe de vendeurs ayant rempli une déclaration d'impôts par trimestre. L'analyse a montré que « le CIAA n'a pas d'effet visible sur les recettes fiscales dans les bars ou les restaurants ni sur les résultats de tous les détaillants de la ville de New York ou de l'état de New York. »
- Le rapport du Surgeon General de 2006 sur les conséquences sanitaires du tabagisme passif a passé au crible les nombreuses études des communautés fédérales et locales des États-Unis. Le rapport a conclu que « les preuves émanant des études évaluées par des pairs montre que les lois et mesures antitabac n'ont pas d'impact économique néfaste pour le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés. »¹⁸

Le secteur des affaires apporte un soutien toujours plus grand aux lois antitabac

- Ralph Findlay, directeur général de l'une des plus grandes chaînes de pub de Grande Bretagne, Wolverhampton & Dudley Breweries, a rejeté les prédictions alarmantes visant le secteur et déclaré que les atmosphères enfumées décourageaient les fumeurs de se rendre au pub. « Aujourd'hui, environ 35 % de la population ne se rend pas au pub en raison de la fumée du tabac donc, plus nous en ferons pour encourager cette partie de la population à venir, mieux ce sera. »
- Keith Bloch, responsable au *Red Lobster* (restaurant de poissons et fruits de mer) à Saskatoon au Canada a affirmé : « Nos clients sont en sont très contents. Aujourd'hui ils viennent chez nous parce que c'est non-fumeur »¹⁹
- Michael O'Neal, ancien président de l'Association des restaurants de l'état de New York a été cité dans le magazine *Nation's Restaurant News* (dédié à l'industrie alimentaire aux États-Unis) : « Je suis convaincu que l'interdiction de fumer dans les lieux de travail, y compris dans les restaurants, joue en faveur de l'activité commerciale et de la santé. Les mesures en faveur de lieux de travail sans fumée profitent à toutes les activités, y compris à la restauration. »²⁰

¹ Ross H (2005). Economics of smoke-free policies. In, The SmokeFree Europe Partnership, *Smoke free Europe makes economic sense: A report on the economic aspects of Smoke free policies*. May 2005. p13-17. Available online at: <http://www.ehnheart.org/files/SmokefreeEurope-102853A.pdf>. Accessed on 11.11.2007.

² World Health Organization, "Protection from Exposure to Secondhand Tobacco Smoke: Policy Recommendations," (2007) p 12. Available online at: http://www.who.int/tobacco/resources/publications/wntd/2007/pol_recommendations/en/index.html. Accessed on

11.11.2007

- ³ United States Occupational Safety and Health Administration (1994). Indoor Air Quality. 59:15968-16039.
- ⁴ Tsai SP, Wen CP, Hu SC et al (2005). Workplace smoking related absenteeism and productivity costs in Taiwan. *Tobacco Control*, (2005) 14: 33-37. Available online at:
http://tobaccocontrol.bmj.com/cgi/content/abstract/14/suppl_1/i33. Accessed on 11.11.2007
- ⁵ Tsai SP, Wen CP, Hu SC et al (2005). Workplace smoking related absenteeism and productivity costs in Taiwan. *Tobacco Control*, (2005) 14: 33-37. Available online at:
http://tobaccocontrol.bmj.com/cgi/content/abstract/14/suppl_1/i33. Accessed on 11.11.2007
- ⁶ Donaldson L and Department of Health, "Going smokefree: the economic case," *Annual Report of the Chief Medical Officer*, (2003), Available online at:
http://www.dh.gov.uk/PublicationsAndStatistics/Publications/AnnualReports/CMOAnnualReportsArticle/fs/en?COCONTENT_ID=4086602&chk=hXW6k. Accessed on 11.11.2007
- ⁷ Behan D, Eriksen M, Yijia Lin (31 March 2005). Economic effects of environmental tobacco smoke. Society of Actuaries. Available online at: <http://www.soa.org/research/life/research-economic-effect.aspx>. Accessed 11.11.2007.
- ⁸ Ong MK, Glantz, SA (2004). Cardiovascular health and economic effects of smoke-free workplaces. *American Journal of Medicine*, 117(1): 32-8. Available online at: <http://www.tobaccoscsm.ucsf.edu/pdf/Ong-CV-Disease.pdf>. Accessed on 11.11.2007
- ⁹ McGhee SM et al (2006). Cost of tobacco-related diseases, including passive smoking, in Hong Kong. *Tobacco Control*, 15:125-130. Available online at: <http://www.bmj.com/cgi/content/full/330/7486/287>. Accessed on 11.11.2007
- ¹⁰ Scollo M, Lal A, et al (2003). Review of the quality of studies on the economic effects of smoke-free policies on the hospitality industry. *Tobacco Control* 12:13-20. Available online at:
<http://www.tobaccoscsm.ucsf.edu/pdf/ScolloTC.pdf>. Accessed on 11.11.2007
- ¹¹ Office of Tobacco Control (2004). Smoke-Free Workplace Legislation Implementation. Public Health Tobacco Acts 2002 and 2004. Progress Report, May 2004. Available online at: <http://www.otc.ie/uploads/Smoke-free%20workplace%20legislation%20progress%20report%20may%2004%20FINAL.pdf>. Accessed on 11.11.2007
- ¹² Lund, Marianne (2005). Smoke-Free Bars and Restaurants in Norway. SIRUS, National Institute for Alcohol and Drug Research. Available online at:
<http://www.globalink.org/documents/2005smokefreebarsandrestaurantsinNorway.pdf>, Accessed on 11.05.2007.
- ¹³ Ludbrook, Anne, et al. (2005) International Review of the Health and Economic Impact of the Regulation of Smoking in Public Places. *Health Economics Research Unit and Department of Public Health University of Aberdeen*, p. 51. Available online at:
<http://www.healthscotland.com/uploads/documents/InternationalReviewFullReport.pdf>. Accessed on 11.11.2007
- ¹⁴ Smokefree ACTION (2007). As the smoke clears: the myths and reality of Smokefree England. Available online at: <http://www.smokefreeaction.org.uk>, Accessed 5 November 2007.
- ¹⁵ Ontario Tobacco Control Research Unit (2004). The Tobacco Control Environment: Ontario and Beyond. Special Reports: Monitoring and Evaluation Series, 2003-2004. Toronto, ON, Ontario Tobacco Research Unit, November 2004; Vol 9 No. 1. Available online at: http://www.otru.org/pdf/10mr/10mr_no1_final.pdf. Accessed on 11.11.2007
- ¹⁶ "Rank happy with smoke ban results," *The Scotsman*, 31 August 2007. Available online at:
<http://thescoatsman.scotsman.com/business.cfm?id=1384522007>. Accessed on 11.11.2007
- ¹⁷ New York State Department of Health (2006). The Health and Economic Impact of New York's Clean Indoor Air Act, July 2006. New York State Department of Health, Available online at:
http://www.health.state.ny.us/prevention/tobacco_control/docs/ciaa_impact_report.pdf. Accessed on 11.11.2007
- ¹⁸ U.S. Department of Health and Human Services (2006). *The Health Consequences of Involuntary Exposure to Tobacco Smoke: A Report of the Surgeon General*. U.S. Department of Health and Human Services, Centers for Disease Control and Prevention, National Center for Chronic Disease Prevention and Health Promotion, Office on Smoking and Health.
- ¹⁹ Kinvig D (2004). Smoke-free restaurants get positive response. Saskatoon Star Phoenix, 23 February 2004. At Americans for Nonsmokers' Rights homepage: Restaurant Owner, Manager & Employee Quotes In Support Of Smokefree Air. Available online at: <http://no-smoke.org/document.php?id=260>. Accessed on 11.11.2007
- ²⁰ O'Neal M (2001). Butt Out: The Industry Shouldn't Need Laws to Make Us Clear the Smoke from Restaurants. *Nation's Restaurant News*, 16 April 2001. At Americans for Nonsmokers' Rights homepage: Restaurant Owner, Manager & Employee Quotes In Support Of Smokefree Air. Available online at: <http://no-smoke.org/document.php?id=260>. Accessed on 11.11.2007